

CARTE SCOLAIRE 2018 :

UN DÉSASTRE

ANNONCÉ !

La carte scolaire de la rentrée 2018 dans le premier degré est tombée : en plus des décisions calamiteuses de février (24 ouvertures contre 48 fermetures en maternelle et 27 ouvertures contre 33 fermetures en élémentaire), des ajustements à la marge ont eu lieu lors du CTSD du 15 juin, soit 21 mesures positives (25 annulations de fermetures et 4 confirmations).

La valse des audiences à la direction académique qui a précédé, école par école, organisée par les syndicats qui siègent au CTSD, Snuipp, Fo, UNSA et CGT, pour « défendre toutes les écoles et chacune » fut évidemment nécessaire. Défendre ces écoles est primordial, c'est ce que nous faisons au quotidien, à Sud éducation. Mais nous le faisons dans l'optique d'une lutte collective, générale.

En effet, défendre les écoles une par une revient à individualiser la lutte et à lui ôter tout caractère collectif. C'est briser toute volonté d'élargir le combat. C'est rentrer dans le monde macronien du chacun pour soi contre les autres, du « diviser pour mieux régner ».

Ce n'est pas notre choix de société !

Nous revendiquons une lutte collective, où toutes les écoles, ensemble, se battent pour obtenir que l'éducation redevienne une priorité dans ce pays.

Au niveau départemental, nous participons activement au Collectif Éducation 94, qui se bat, avec les parents, les étudiant-es, les personnels non enseignant, pour que chaque école ait les moyens humains et financiers de fonctionner, dans tous nos quartiers.

Que chaque groupe scolaire lutte pour de meilleures conditions de travail est légitime, mais ce sont aux syndicats de redonner un cadre collectif et unifiant. Nous ne voulons pas rentrer dans ce « marché aux postes » où tout poste « récupéré » après une audience (abandon de la fermeture, ouverture d'une classe) l'aura été au détriment d'une autre école dont le dossier sera moins bien « emballé ». Où sont l'équité, les seuils d'ouverture, les règles communes, l'égalité du droit à l'Éducation ?

DEMANDONS COLLECTIVEMENT UN PLAN BUDGÉTAIRE D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION !

► C'est pourquoi nous exigeons un vaste plan d'urgence de recrutement d'enseignant-es, de non-enseignant-es (psychologues scolaires, médecins scolaires, AVS formé-es et titularisé-es, aides à la direction d'écoles, ATSEM, personnels d'entretien,...).

► Ce plan pluriannuel permettra aux écoles d'apporter à chaque enfant du département l'attention qui lui est due. Et permettra à chaque enseignant et personnel des écoles de faire son travail dans de meilleures conditions.

► Au-delà du 94, l'État doit mettre l'argent là où c'est nécessaire, plutôt que de faire des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux actionnaires.

**APRÈS LE RASSEMBLEMENT DU 27 JUIN DEVANT LA DSDEN DE CRÉTEIL,
À L'APPEL DES SYNDICATS SIÉGEANT AU CDEN 94 ET DE LA FCPE 94,
IL EST INDISPENSABLE DE PRÉPARER, TOUS ENSEMBLE, PARENTS, PERSONNELS,
ÉLU-ES, LES ACTIONS DE RENTRÉE POUR OBTENIR DES MOYENS DIGNES DE CE NOM !**

**► AG-DINATOIRE DU COLLECTIF ÉDUCATION 94, MERCREDI 4 JUILLET
À 18H, ESPACE ROBESPIERRE D'IVRY**